

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises de fabrication de compteurs d'électricité et de gaz, situées dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale et ressortissant à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique.

Art. 2. En cas de manque de travail résultant de causes économiques, l'exécution du contrat de travail d'ouvrier peut être totalement suspendue, moyennant notification par affichage dans les locaux de l'entreprise, à un endroit apparent, au moins sept jours à l'avance, le jour de l'affichage non compris.

L'affichage peut être remplacé par une notification écrite à chaque ouvrier mis en chômage, au moins sept jours à l'avance, le jour de la notification non compris.

Art. 3. La durée de la suspension totale de l'exécution du contrat de travail d'ouvrier pour manque de travail résultant de causes économiques ne peut dépasser treize semaines.

Art. 4. Communication de l'affichage ou de la notification individuelle visée à l'article 2 doit être adressée par l'employeur, sous pli recommandé à la poste, le jour même de l'affichage ou de la notification individuelle, au bureau de l'Office national de l'Emploi du lieu où est située l'entreprise.

Art. 5. La notification visée à l'article 2 et la communication visée à l'article 4 doivent mentionner la date à laquelle la suspension totale de l'exécution du contrat prendra cours et la date à laquelle cette suspension prendra fin et les dates auxquelles les ouvriers seront mis en chômage.

La communication visée à l'article 4 mentionne en outre les causes économiques qui justifient la suspension complète de l'exécution du contrat et soit les nom, prénoms et adresse des ouvriers mis en chômage, soit la ou les section(s) de l'entreprise où le travail est suspendu.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 12 décembre 1996 et cessera d'être en vigueur le 1^{er} janvier 1998.

Art. 7. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 février 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden van de ondernemingen die electriciteits- en gasmeters vervaardigen, gelegen in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad en die onder het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw ressorteren.

Art. 2. Bij gebrek aan werk wegens economische oorzaken mag de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden volledig worden geschorst, mits ervan kennis wordt gegeven door aanplakking op een goed zichtbare plaats in de lokalen van de onderneming, ten minste zeven dagen vooraf, de dag van de aanplakking niet inbegrepen.

De aanplakking kan worden vervangen door een geschreven kennisgeving aan iedere werkloos gestelde werkmán, ten minste zeven dagen vooraf, de dag van de kennisgeving niet inbegrepen.

Art. 3. De duur van de volledige schorsing van de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklieden bij gebrek aan werk wegens economische oorzaken mag dertien weken niet overschrijden.

Art. 4. Mededeling van de bij artikel 2 bedoelde aanplakking of individuele kennisgeving, moet door de werkgever, onder een bij de post aangetekende omslag, de dag zelf van de aanplakking of van de individuele kennisgeving worden gezonden aan het bureau van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening van de plaats waar de onderneming gevestigd is.

Art. 5. De bij artikel 2 bedoelde kennisgeving en de bij artikel 4 bedoelde mededeling moeten de datum vermelden waarop de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst zal ingaan en de datum waarop deze schorsing een einde zal nemen en de data waarop de werklieden werkloos zullen gesteld worden.

De bij artikel 4 bedoelde mededeling vermeldt daarenboven de economische oorzaken die de volledige schorsing van de uitvoering van de overeenkomst rechtvaardigen en hetzij de naam, de voornamen en het adres van de werkloos gestelde werklieden, hetzij de afdeling(en) van de onderneming waar de arbeid wordt geschorst.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 12 december 1996 en houdt op van kracht te zijn op 1 januari 1998.

Art. 7. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 februari 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 97 — 327

(S - C - 96/29417)

**24 OCTOBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
modifiant divers arrêtés relatifs au classement
et à la détermination de diverses fonctions dans l'enseignement fondamental**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifiée par les lois des 31 mars 1967, 6 juillet 1970, 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, 18 février 1977 et 2 juillet 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984, par la loi du 31 juillet 1984, par l'arrêté royal du 28 septembre 1984, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par les décrets des 26 juin 1992, 18 mai 1993 et 27 décembre 1993;

Vu le décret du Conseil culturel de la Communauté culturelle française du 17 janvier 1974 modifiant la terminologie relative à l'enseignement maternel;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment les articles 1^{er}, 2 et 3, alinéa 1^{er}, et l'article 6, A et B, modifié par les arrêtés royaux des 7 mars 1979 et 1^{er} août 1984, et par l'arrêté du Gouvernement du 27 janvier 1994;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par les arrêtés royaux des 4 avril 1980 et 27 mai 1981, par l'arrêté royal n° 69 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 16 février 1983, 1^{er} septembre 1983, 1^{er} août 1984, 29 août 1985 et 11 décembre 1987, par les arrêtés de l'Exécutif des 26 juillet 1989, 20 novembre 1989, 21 mai 1991, 14 août 1991, 24 septembre 1991, 27 septembre 1991, 24 août 1992 et 17 février 1993 et par les arrêtés du Gouvernement des 10 juin 1993, 19 juillet 1993, 4 juillet 1994, 7 avril 1995, 27 avril 1995, 9 janvier 1996 et 25 juillet 1996;

Vu l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection, notamment l'article 1^{er}, A et B;

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1^{er}, A et B remplacés par l'arrêté du Gouvernement du 13 septembre 1994, et l'article 1^{er} Bbis;

Vu le protocole du 29 juillet 1996 contenant les conclusions de la négociation menée au sein du Comité de secteur IX;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 11 juillet 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 23 juillet 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Modifications à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

Article 1^{er}. A l'article premier de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, l'expression « enseignement gardien » est remplacée par l'expression « enseignement maternel ».

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« L'enseignement maternel est dispensé dans les écoles maternelles autonomes, dans les écoles fondamentales autonomes, dans les écoles fondamentales annexées, dans les établissements et instituts d'enseignement spécial. »

Art. 3. L'alinéa 1er de l'article 3 du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« L'enseignement primaire est dispensé dans les écoles primaires autonomes, dans les écoles fondamentales autonomes, dans les écoles primaires annexées, dans les écoles fondamentales annexées, dans les établissements et instituts d'enseignement spécial. »

Art. 4. A l'article 6 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 22 juillet 1969, 31 juillet 1969, 7 mars 1979 et 1^{er} août 1984, les arrêtés de l'Exécutif des 24 août 1992 et 19 juillet 1993 et les arrêtés du Gouvernement des 27 janvier 1994, 4 juillet 1994, 16 janvier 1995 et 7 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° la rubrique « A - Dans l'enseignement gardien » est remplacée par la disposition suivante :

« A - Dans l'enseignement maternel.

a) fonction de recrutement

1. institutrice maternelle ou instituteur maternel

b) fonction de promotion

2. directrice ou directeur d'une école maternelle autonome. »

2° la rubrique « B - Dans l'enseignement primaire » est remplacée par la disposition suivante :

« B - Dans l'enseignement primaire.

a) fonctions de recrutement

1. instituteur ou institutrice primaire;

2. maître ou maîtresse de religion;

3. maître ou maîtresse de morale;

4. maître ou maîtresse de cours spéciaux;

5. maître ou maîtresse de cours artistiques;

6. maître ou maîtresse de seconde langue;

- b) fonctions de promotion
7. directeur ou directrice d'une école primaire autonome ou annexée;
 8. directeur ou directrice d'un établissement ou institut d'enseignement spécial primaire. »
- 3° après la rubrique « B - Dans l'enseignement primaire » est insérée une rubrique nouvelle « Bbis - » dénommée « Dans l'enseignement fondamental » et libellée comme suit :
- « Bbis - Dans l'enseignement fondamental
- a) fonctions de recrutement
1. institutrice maternelle ou instituteur maternel;
 2. instituteur ou institutrice primaire;
 3. maître ou maîtresse de religion;
 4. maître ou maîtresse de morale;
 5. maître ou maîtresse de cours spéciaux;
 6. maître ou maîtresse de cours artistiques;
 7. maître ou maîtresse de seconde langue;
- b) fonctions de promotion
8. directeur ou directrice d'une école fondamentale autonome ou annexée;
 9. directeur ou directrice d'un établissement ou institut d'enseignement spécial fondamental. »

CHAPITRE II. — Modifications à l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection

Art. 5. Les rubriques « A - Dans l'enseignement gardien » et « B - Dans l'enseignement primaire » de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection, sont supprimées.

CHAPITRE III. — Modifications à l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélections dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat

Art. 6. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélections dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat sont apportées les modifications suivantes :

1° les rubriques « A - Dans l'enseignement maternel » et « B - Dans l'enseignement primaire » de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélections dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 13 septembre 1994, sont remplacées par le texte suivant :

« A - Dans l'enseignement maternel :

Directrice ou directeur d'une école maternelle autonome	Institutrice maternelle ou instituteur maternel	Diplôme d'institutrice maternelle ou d'instituteur maternel »
---	---	---

« B - Dans l'enseignement primaire

Directeur ou directrice d'une école primaire autonome ou annexée, directeur ou directrice d'un établissement ou institut d'enseignement spécial primaire	Instituteur ou institutrice primaire, maître ou maîtresse de morale, maître ou maîtresse de cours spéciaux, maître ou maîtresse de seconde langue	Diplôme d'instituteur ou d'institutrice primaire »
--	---	--

2° la rubrique « Bbis - Dans l'enseignement fondamental » du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 13 septembre 1994, est remplacée par le texte suivant :

« Bbis - Dans l'enseignement fondamental

Directeur ou directrice d'une école fondamentale autonome ou annexée, directeur ou directrice d'un établissement ou institut d'enseignement spécial fondamental	Institutrice ou instituteur maternel, instituteur ou institutrice primaire, maître ou maîtresse de morale, maître ou maîtresse de cours spéciaux, maître ou maîtresse de seconde langue	Diplôme d'institutrice maternelle ou d'instituteur maternel, diplôme d'instituteur ou d'institutrice primaire »
---	---	---

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 7. Le Ministre ayant l'éducation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 1996.

Bruxelles, le 24 octobre 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Éducation, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 97 — 327

IS - C - 96/294171

24 OKTOBER 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van diverse besluiten betreffende de rangschikking en de bepaling van diverse ambten in het basisonderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 22 juni 1969 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, gewijzigd bij de wetten d.d. 31 maart 1967, 6 juli 1970, 27 juli 1973, 19 december 1974, 18 februari 1977, en 2 juli 1981, bij het koninklijk besluit nr. 296 d.d. 31 maart 1984, bij de wet d.d. 31 juli 1984, bij het koninklijk besluit d.d. 28 september 1984, bij het koninklijk besluit nr. 456 d.d. 10 september 1986 en bij de decreten d.d. 26 juni 1992, 18 mei 1993 en 27 december 1993;

Gelet op het decreet van de Cultuurraad van de Franse Culturele Gemeenschap d.d. 17 januari 1974 tot wijziging van de terminologie van het kleuteronderwijs;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het sociaal personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en hoger niet-universitair onderwijs van de Franse Gemeenschap, en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen inz. op de artikelen 1, 2 en 3, lid 1, en op artikel 6, a en b, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 7 maart 1979 en 1 augustus 1984 en bij besluit van de Regering d.d. 27 januari 1994;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 4 april 1980 en 27 mei 1981, bij het koninklijk besluit nr. 69 d.d. 20 juli 1982, bij de koninklijke besluiten d.d. 16 februari 1983, 1 september 1983, 1 augustus 1984, 21 augustus 1985 en 1 december 1987, bij de besluiten van de Executieve d.d. 26 juli 1989, 20 november 1989, 21 mei 1991, 14 augustus 1991, 24 september 1991, 24 augustus 1992 en 17 februari 1993 en bij de besluiten van de Regering d.d. 10 juni 1993, 19 juli 1993, 4 juli 1994, 7 april 1995, 27 april 1995, 9 januari 1996 en 25 juli 1996;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 11 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd, inz. op artikel 1, A en B;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 11 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te worden in bevorderingsambten van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de rijksonderwijsinrichtingen inz. op artikel 1, A en B, vervangen bij besluit van de Regering d.d. 13 september 1994 en op artikel 1, Bbis;

Gelet op het protocol d.d. 29 juli 1996 met de besluiten van de in Sectorcomité IX gevoerde onderhandelingen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 11 juli 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 23 juli 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 2 oktober 1969 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel, van het sociaal personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen

Artikel 1. In artikel 1 van bovenvermeld besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 2 oktober 1968 wordt in de Franse tekst de uitdrukking « enseignement gardien » vervangen door de uitdrukking « enseignement maternel ».

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende tekst « Kleuteronderwijs wordt verstrekt in de autonome kleuterscholen, in de autonome basisscholen, in de verbonden basisscholen, in de inrichtingen en instituten voor buitengewoon onderwijs ».

Art. 3. Lid 1 van artikel 3 van hetzelfde besluit wordt door de volgende tekst vervangen : « Lager onderwijs wordt verstrekt in de zelfstandige lagere scholen, in de autonome basisscholen, in de verbonden basisscholen, in de inrichtingen en instituten voor buitengewoon onderwijs ».

Art. 4. In artikel 6 van hetzelfde besluit gewijzigd bij de koninklijke besluiten d.d. 22 juli 1969, 31 juli 1969, 7 maart 1979 en 1 augustus 1989, bij de besluiten van de Executieve d.d. 24 augustus 1992 en 19 juli 1993 en bij de besluiten van de Regering d.d. 27 januari 1994, 4 juli 1994, 16 januari 1995 en 7 april 1995 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° rubriek « A - In het kleuteronderwijs » wordt vervangen door de volgende bepaling : « A - In het kleuteronderwijs :

a) wervingsambten :

1. kleuteronderwijzeres of kleuteronderwijzer

b) bevorderingsambten :

2. directrice of directeur van een autonome kleuterschool ».

2° de rubriek « B - In het lager onderwijs » wordt door de volgende bepaling vervangen : « B - In het lager onderwijs :

a) wervingsambten :

1. onderwijzer of onderwijzeres;
2. leermeester of leermeesteres godsdienst;
3. leermeester of leermeesteres zedenleer;
4. leermeester of leermeesteres bijzondere vakken;
5. leermeester of leermeesteres kunstvakken;
6. leermeester of leermeesteres tweede taal;

b) bevorderingsambten :

7. directeur of directrice van een autonome of verbonden lagere school.
8. directeur of directrice van een inrichting of instituut voor buitengewoon lager onderwijs. »

3° Na de rubriek « B - In het lager onderwijs » wordt een nieuwe rubriek « B bis - » ingelast die heet « In het basisonderwijs » en luidt als volgt :

« B bis - In het basisonderwijs :

a) wervingsambten :

1. kleuteronderwijzer of kleuteronderwijzeres;
2. onderwijzer of onderwijzeres
3. leermeester of leermeesteres godsdienst;
4. leermeester of leermeesteres zedenleer;
5. leermeester of leermeesteres bijzondere vakken;
6. leermeester of leermeesteres kunstvakken;
7. leermeester of leermeesteres tweede taal;

b) bevorderingsambten :

8. directeur of directrice van een autonome of verbonden basisschool;
9. directeur of directrice van een inrichting of instituut voor buitengewoon basisonderwijs. »

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het koninklijk besluit d.d. 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulp personeel en het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd

Art. 5. De rubrieken « A - In het kleuteronderwijs » en « B - In het lager onderwijs » van artikel 1 van bovenvermeld besluit d.d. 22 juli 1969 worden opgeheven.

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen in het koninklijk besluit d.d. 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen

Art. 6. In artikel 1 van bovenvermeld koninklijk besluit d.d. 31 juli 1969 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de rubrieken « A - In het kleuteronderwijs » en « B - In het lager onderwijs » van het koninklijk besluit d.d. 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen, vervangen bij besluit van de Regering d.d. 13 september 1994, worden door de volgende tekst vervangen :

« A - In het kleuteronderwijs :

Directeur of directrice van een autonome kleuterschool	Kleuteronderwijzeres of kleuteronderwijzer	Diploma van kleuteronderwijzeres of van kleuteronderwijzer. »
--	--	---

« B - In het lager onderwijs :

Directeur of directrice van een autonome of verbonden lagere school, van een inrichting of instituut voor buitengewoon lager onderwijs	Onderwijzer of onderwijzeres, leermeester of leermeesteres zedenleer, leermeester of leermeesteres bijzondere vakken, leermeesteres tweede taal	Diploma van onderwijzer of onderwijzeres »
--	---	--

2° de rubriek « B - In het basisonderwijs » van hetzelfde besluit, vervangen bij besluit van de Regering d.d. 13 september 1994, wordt door de volgende tekst vervangen :

« B bis - In het basisonderwijs :

Directeur of directrice van een autonome of verbonden basisschool, directeur of directrice van een inrichting of instituut voor buitengewoon basisonderwijs	Kleuteronderwijzeres of kleuteronderwijzer, onderwijzer of onderwijzeres, leermeester of leermeesteres bijzondere vakken, leermeester of leermeesteres tweede taal	Diploma van kleuteronderwijzeres of kleuteronderwijzer, diploma van onderwijzer of onderwijzeres »
---	--	--

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 7. De Minister tot wiens bevoegheid het onderwijs behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking op 1 september 1996.

Brussel, 24 oktober 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter bevoegd voor Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

F. 97 — 328

[S - C - 96/29418]

24 OCTOBRE 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant un régime transitoire applicable aux membres du personnel enseignant, titulaires de certaines fonctions de sélection dans l'enseignement fondamental

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, modifiée par les lois des 31 mars 1967, 6 juillet 1970, 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, 18 février 1977 et 2 juillet 1981, par l'arrêté royal n° 296 du 31 mars 1984, par la loi du 31 juillet 1984, par l'arrêté royal du 28 septembre 1984, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par les décrets des 26 juin 1992, 18 mai 1993 et 27 décembre 1993;

Vu le décret du Conseil culturel de la Communauté culturelle française du 17 janvier 1974 modifiant la terminologie relative à l'enseignement maternel;

Vu le protocole du 29 juillet 1996 contenant les conclusions de la négociation menée au sein du Comité de secteur IX;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 11 juillet 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 24 juillet 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. Les membres du personnel enseignant titulaires d'une nomination à titre définitif dans une des fonctions de sélection mentionnées en colonne 1 du tableau ci-dessous sont réputés nommés à titre définitif, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, à la fonction de recrutement mentionnée en colonne 2 dudit tableau, en regard de la fonction de sélection considérée :

- | | |
|--|---|
| 1. institutrice gardienne à l'école fondamentale d'application | institutrice maternelle ou instituteur maternel |
| 2. instituteur primaire à l'école primaire d'application | institutrice primaire ou instituteur primaire |
| 3. maître de cours spéciaux à l'école primaire d'application | maître de cours spéciaux ou maîtresse de cours spéciaux (même spécialité) |

Art. 2. Les membres du personnel enseignant titulaires d'une nomination à titre définitif dans une des fonctions de recrutement mentionnées en colonne 1 du tableau ci-dessous sont réputés nommés à titre définitif, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, à la fonction de recrutement mentionnée en colonne 2 dudit tableau, en regard de la fonction de recrutement considérée :

- | | |
|--|---|
| 1. maître de religion à l'école primaire d'application | maître de religion ou maîtresse de religion |
| 2. maître de morale à l'école primaire d'application | maître de morale ou maîtresse de morale |

Art. 3. Les membres du personnel directeur titulaires d'une nomination à titre définitif dans une des fonctions de promotion mentionnées en colonne 1 du tableau ci-dessous sont réputés être nommés à titre définitif, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, à la fonction de promotion mentionnée en colonne 2 dudit tableau, en regard de la fonction de promotion considérée :

- | | |
|--|---|
| 1. institutrice gardienne en chef d'une école gardienne d'application | directrice ou directeur d'une école maternelle autonome |
| 2. instituteur primaire en chef d'une école primaire d'application | directeur ou directrice d'une école primaire autonome ou annexée |
| 3. instituteur primaire en chef d'une école fondamentale d'application | directeur ou directrice d'une école fondamentale autonome annexée |

Art. 4. Les membres du personnel directeur et enseignant visés aux articles 1^{er} et 3 conservent, dans leur nouvelle fonction, le bénéfice de l'échelle de traitement afférente à la fonction de sélection ou à la fonction de promotion dont ils étaient titulaires précédemment.

Art. 5. Les membres du personnel enseignant visés à l'article 2 conservent le bénéfice de l'échelle de traitement dont ils étaient titulaires précédemment.

Art. 6. Le Ministre ayant l'éducation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 1996.

Bruxelles, le 24 octobre 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel,
de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX